

# La Méditerranée orientale devient une nouvelle province gazière

Rédigé par [Frédéric Dubessy](#),

MEDITERRANEE. La volonté de l'Union européenne de limiter, puis d'arrêter d'ici cinq ans, les exportations de gaz russe (150 milliards de mètre cubes par an vers l'Europe soit 45% de ses besoins aujourd'hui) après l'invasion de l'Ukraine, va [impacter sérieusement les approvisionnements](#). Notamment au Sud en Serbie, Slovaquie, Grèce et en Italie, pays qui importent respectivement 88%, 79%, 40% et 33% de cette énergie de Russie.

[Fin mars 2022](#), la Commission européenne a proposé de légiférer sur l'obligation faite aux États membres de disposer d'un stockage d'un niveau minimal de 80% de leurs capacités de réserves en gaz, à compter du 1er novembre 2022. Ce taux sera relevé à 90% les années suivantes avec des objectifs intermédiaires fixés entre février et octobre.

L'UE se dit même "prête à créer une task force sur les achats conjoints de gaz au niveau de l'UE". Son rôle: "améliorer la résilience" et la mutualisation de la demande qui "renforcerait le rayonnement international de l'UE auprès des fournisseurs en vue de garantir des importations à des prix intéressants en prévision de l'hiver prochain", indique la Commission européenne.

## Un fort potentiel gazier dans les eaux méditerranéennes



Cette crise devrait bénéficier aux producteurs. L'Algérie, seul pays méditerranéen avec la Syrie à [ne pas avoir voté la résolution de l'Onu](#) contre l'invasion russe en Ukraine le 2 mars 2022, avait annoncé, [dès le 27 février 2022](#), sa capacité à se substituer, en partie, aux exportations russes. Soit trois jours à peine après le début du conflit. "Sonatrach est un fournisseur fiable de gaz pour le marché européen. Il est disposé à soutenir ses partenaires de long terme en cas de situations difficiles.", soulignait Toufik

Hakkar, Pdg de l'entreprise d'hydrocarbures, propriété de l'État algérien. Son gazoduc Transmed relie l'Algérie à l'Italie avec des capacités (32 milliards de mètres cubes annuels) non encore atteintes. Alger dispose également de Medgaz (GZ4) qui alimente l'Espagne (60% pour la consommation du pays et 40% destiné à l'exportation). Par contre, le Gazoduc Maghreb-Europe (GME) a fermé ses vannes fin octobre 2021. Il a été sacrifié, et l'UE en est une victime collatérale, sur l'autel de la [crise diplomatique entre l'Algérie et le Maroc](#), par lequel il transitait depuis 1996, avant de fournir 13 mrd de m3 par an à l'Espagne pour toute la péninsule ibérique.

D'autres solutions existent notamment avec le gazoduc Greenstream connectant l'ouest de la Libye à la Sicile et le TAP ([Gazoduc transadriatique](#)) reliant l'Azerbaïdjan à l'Europe et livrant à la Turquie, l'Italie et la Grèce.

Demain, il faudra aussi compter, en plus de celui près des côtes libyennes, avec le [gaz offshore marocain](#) au potentiel prometteur, à celui algérien exploré également en mer par ENI et TotalEnergy (à voir si en plus du potentiel terrestre, l'Algérie dispose d'un potentiel maritime), ainsi qu'avec les [découvertes importantes de gisements gaziers](#) au large de Chypre, d'Israël, de Gaza, d'Égypte.

### "La Méditerranée orientale pourrait être utile"

"Alors que tout le monde cherche du gaz pour remplacer le gaz russe, certains se disent que la Méditerranée orientale pourrait être utile", souligne Francis Perrin, spécialiste des problématiques énergétiques. Intervenant lors de la **11e Rencontre internationale de Cybèle (Marseille, 31 mars et 1er avril 2022) organisée par l'association Euromed-IHEDN**. Le directeur de recherche à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS - Paris), et chercheur associé au Policy Center for the New South (PCNS - Rabat), qualifie la Méditerranée orientale de "*nouvelle province gazière*."

La délimitation des zones maritimes dans ce secteur - et donc la question sous-jacente de l'appartenance des ressources - reste encore [très contestée](#) entre les États (Israël/Liban, Turquie/Chypre, Turquie/Grèce). Elle empêche souvent d'explorer, voir d'exploiter, l'immense potentiel des gisements offshore. Lors de la 11e Rencontre de Cybèle, Elie Jarmache, directeur de la délégation française aux Nations unies sur le plateau continental, rappelait la phrase du géographe et géopolitologue français Yves Lacoste: "la géographie ça sert d'abord à faire la guerre". Et ajoutait, "*ceci pourrait s'appliquer à la géographie maritime*." Il distingue la "*Méditerranée occidentale sage*" qui comprendrait la France, l'Italie, l'Espagne, la Croatie et la Slovénie, et la "*Méditerranée orientale plus agitée, non stabilisée avec une histoire des délimitations au long cours*."



Elie Jarmache (photo: F.Dubessy)

### Le cas symbolique de Chypre

"Les découvertes de gaz n'ont fait qu'intensifier les tensions déjà existantes et ont rendu encore plus difficiles les tentatives de négociations entre ces pays", constate Francis Perrin. Le cas de Chypre,

futur producteur et exportateur de gaz, et de sa partition entre la République de Chypre et la République turque de Chypre du Nord (RTCN) autoproclamée (reconnue seulement par Ankara), demeure le plus ardu à résoudre. "*Chypre est membre de l'Union européenne, ce qui n'est pas sans importance géopolitique*", relève d'ailleurs Francis Perrin.

Elie Jarmache pointe "*une situation hybride en Méditerranée avec la coexistence du bilatéralisme et de l'unilatéralisme*" symbolisée sur cette île par une loi ZEE (Zone économique exclusive) rétroactive et un accord avec l'Égypte. Selon lui, le droit des zones maritimes "*recherche la solution équitable avec le primat de la négociation et l'accent mis sur les arrangements provisoires. Une fois que vous avez dit cela, vous n'avez rien dit. La diplomatie est privilégiée et tout finit par un dialogue de sourd. Les États font donc la règle*", concède-t-il. Sur les 309 articles que contient la CNUDM (Convention des Nations unies sur le droit de la mer), deux seulement portent sur la délimitation. "*Certains pays, et au premier rang la Turquie, ont essayé de faire un régime spécifique pour la Méditerranée, mais la Conférence a refusé pour appliquer des règles universelles*", dévoile Élie Jarmache.

Il existe également deux zones d'exploration couvrant les eaux territoriales du Liban, dont une contestée par Israël. "*Donc une seule est explorée*", indique Francis Perrin. Même cas pour le gisement au large de Gaza avec une confrontation entre Israël et le Hamas qui bloquent l'exploration. Quant à la Syrie, "*elle se trouve hors-jeu à cause de la guerre et des sanctions qui n'incitent pas les compagnies pétrolières à venir investir*", précise le directeur de recherche à l'IRIS.



Pour Francis Perrin, les pays doivent mutualiser les projets et saisir l'"opportunité" de la guerre en Ukraine (photo: F.Dubessy)

### "Pas de solutions à court terme"

Les espoirs pourraient venir du projet EastMed. [Depuis janvier 2020](#), Grèce, Chypre et Israël ont rejoint l'Albanie, l'Italie et la Grèce ([promoteurs depuis septembre 2012](#)), comme partenaires de ce futur gazoduc sous-marin. Long de 1 872 km, il devait être opérationnel entre 2025 et 2027. Il acheminera en Europe via la Grèce, Chypre et l'Italie 9 à 12 milliards de m<sup>3</sup> de gaz annuellement puisés au large de Chypre et d'Israël. Mais cette installation n'a pas l'assentiment des États-Unis depuis janvier 2022, Washington considérant le projet comme non viable économiquement et n'entrant pas dans l'agenda vert américain. Et surtout pas celui de la Turquie depuis son lancement en 2013. Ankara a même tenté de court-circuiter EastMed en signant avec la Libye un accord de délimitation de leurs espaces maritimes respectifs en 2019. Il a été déclaré illégal par trois pays: Chypre, la Grèce et l'Égypte. Alors que [la France](#), suivie [par l'Union européenne](#), dénonçait en 2020 la présence de navires de prospection turcs, dont l'Oruç Reis, dans ces eaux controversées. Nicosie avait même [accusé Ankara](#) de vouloir "porter atteinte à la sécurité régionale".

*"L'UE cherche du gaz au moment où un gazoduc est fermé", regrette Francis Perrin. EastMed, gazoducs d'Algérie et de Libye, méthaniers, construction de terminaux GNL à Chypre ou en Israël, exploitation de nouveaux gisements... "dans tous les cas de figure, la Méditerranée ne peut pas constituer une solution de court terme pour l'Union européenne", prévient le spécialiste des problématiques énergétiques. "L'industrie gazière est régit par des contrats longs ,car les projets sont coûteux et d'une longue durée de vie. Il est de l'intérêt de plusieurs pays de mutualiser des projets. Ce discours est parfaitement rationnel, mais n'a pas débouché sur une coopération. Reste à savoir si la guerre en Ukraine, une situation exceptionnelle, permettra de mettre au vestiaire certaines de leurs divergences pour saisir cette opportunité, peut-être unique. Le malheur des uns fait le malheur des autres, même en géopolitique", reconnaît Francis Perrin.*